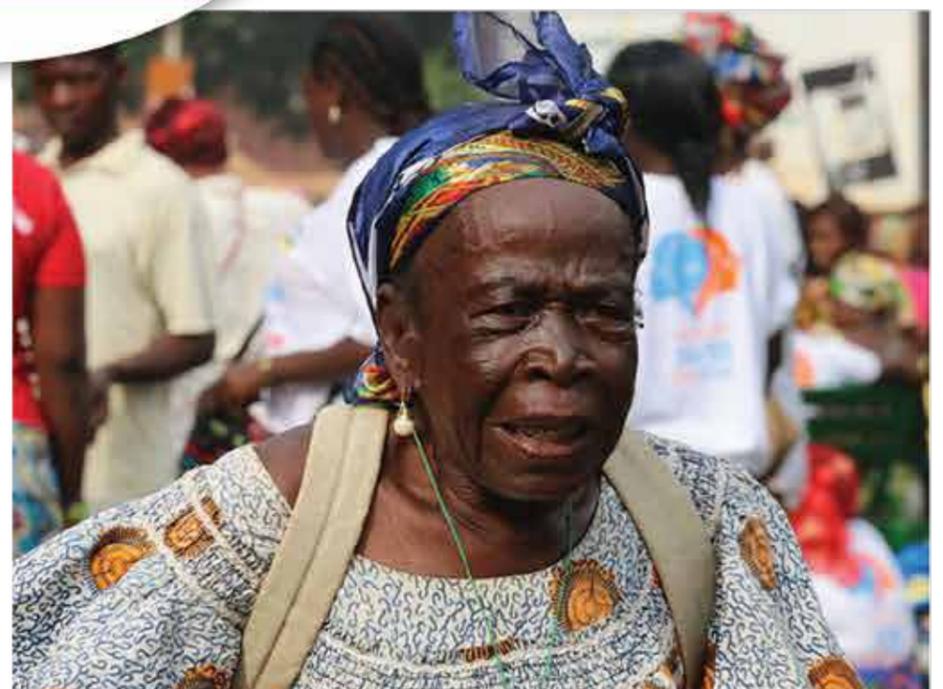


MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 065 | DU 1^{er} AU 15 MARS 2018



<https://minusca.unmissions.org>



Photo UN / MINUSCA

- 3** SURVEILLER ET PROTÉGER LES ENFANTS DANS LES ZONES DIFFICILES D'ACCES
- 4** RÉDUIRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE À BANGUI
- 5** DE L'ANTICIPATION POUR MIEUX RÉPONDRE AUX DEFIS SECURITAIRES
- 6** UNE « SORTIE PRÉFECTORALE » POUR RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LA MAMBÉRÉ-KADÉI
- 9** MIEUX FAIRE COMPRENDRE L'ACTION DE LA MINUSCA AUX AUTORITES DE L'OUHAM
- 10** INTERVIEW « DANS UNE SITUATION AUSSI DIFFICILE QU'A BANGASSOU ET RAFAI, IL FAUT ÉVITER LES MANIPULATIONS », SELON LE COMMANDANT DE LA FORCE
- 13** PAGES SPÉCIALES "JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME"

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

**Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA**

MARS 2018

GUIRA 93.3 FM



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



SURVEILLER ET PROTÉGER LES ENFANTS DANS LES ZONES DIFFICILES D'ACCES



Photo UN / MINUSCA

Pour optimiser les efforts des autorités face à de nombreux cas avérés de violences faites aux enfants, la MINUSCA, à travers son Unité de Protection de l'enfant, a initié, du 28 février au 2 mars 2018, une formation des formateurs en « droits et protection de l'Enfant » à l'intention de 20 officiers de la composante police. Objectif : étendre son action dans les zones les plus difficiles d'accès.

« La police a un grand rôle à jouer dans la protection de l'enfant, vu qu'ils sont sur l'ensemble de nos secteurs, qu'ils font des patrouilles, qu'ils rencontrent les enfants, qu'ils observent tout. C'est pourquoi nous avons voulu les outiller pour qu'ils puissent servir de relais pour la section Protection de l'enfant sur le terrain, afin d'y faire la surveillance et la communication sur les violations commises sur les enfants », a expliqué le conseiller en protection de l'enfant de la MINUSCA, Charles Fomunyam qui animait la session.

Durant trois jours, les participants ont été instruits sur différentes thématiques, notamment : les enfants dans les conflits armés ; le cadre légal pour la protection des enfants dans les missions de maintien de la paix ; la surveillance et la communication des violations graves

des droits de l'enfant en période de conflit armé ; le rôle et la responsabilité de la police des Nations Unies dans la protection de l'enfant ainsi qu'en matière d'arrestation et de détention, et enfin, les techniques d'audition des enfants.

A terme, il s'agira de construire un réseau de points focaux bien formés et capables de mener efficacement des actions de sensibilisation auprès des groupes cibles, a fait savoir M. Fomunyam.

« La prise en compte des facteurs culturels dans les échanges avec les enfants est l'un des points qui m'a le plus marquée », a, pour sa part, indiqué l'officier de police Awa Koné, en colocation dans le troisième arrondissement de Bangui.

Son collègue, l'officier Dominique Mokome, par ailleurs chef de poste à Birao, s'est dit, quant à lui, prêt à relayer les connaissances reçues auprès de ses homologues des forces de sécurité intérieure, afin de mieux coordonner les actions de sensibilisation en direction des populations.

Cette formation a été assurée en collaboration avec les sections Justice & affaires pénitentiaires et Conduite et discipline de la MINUSCA, ainsi qu'avec l'UNICEF.

RÉDUIRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE À BANGUI



Intensifier la sensibilisation sur la sécurité routière à Bangui et dans ses environs en touchant le grand public et en améliorant la compréhension de tous les usagers de la route, y compris les piétons, du code de la sécurité routière, c'est l'objectif d'un atelier organisé, du 5 au 7 mars 2018 à Bangui, à l'initiative du ministère des transports et de l'aviation civile, en partenariat avec la MINUSCA.

Cette première phase d'une série d'ateliers de sensibilisation des conducteurs de taxi-motos et des acteurs impliqués au respect du code de la route a réuni, quelque 70 participants. Parmi eux, des représentants des huit arrondissements de Bangui, des syndicats de taxi motos, de la direction de la Gendarmerie et de celle de la Police, mais aussi des cadres du Ministère des transports et de l'aviation civile.

À l'ouverture des travaux, le président de la délégation et maire de la ville de Bangui, Émile Gros Raymond Nankombo, a évoqué la nécessité pour les participants de « trouver des solutions aux problèmes graves que posent les taxis-motos dans la ville de Bangui ». Avant d'appeler les participants à trouver « au cours de cet atelier un consensus qui contribuera à asseoir, par la formation et des propositions, des solutions concrètes.

« Depuis plus d'une décennie, le secteur des transports connaît un bouleversement dû à l'apparition des motocycles dont certains sont affectés au transport à titre onéreux de personnes et de marchandises [...] l'insuffisance du nombre de véhicules de transport en commun et l'inaccessibilité de certaines zones et localités du pays ont favorisé l'essor de ce mode de transport », a, pour sa part, rappelé le ministre de l'Entreprenariat, des petites et moyennes entreprises, Bertrand Touaboy, qui y représentait le ministre des transports. Il a, par ailleurs, plaidé pour une meilleure formation des acteurs de cette filière dont il a néanmoins reconnu la contribution à l'œuvre de « désenclavement du pays ».

Se félicitant enfin de l'organisation de cette campagne de sensibilisation, au nom du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le Directeur de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, Hervé Verhoosel a annoncé que la « MINUSCA profitera de cet élan pour sensibiliser son propre personnel contre l'excès de vitesse, le port de la ceinture de sécurité et le respect du passage piéton » et étendra son action à la sensibilisation des élèves dans 25 établissements scolaires de Bangui. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

■ Le ministère des Transports estime à 9.000 le nombre de taximotos pour la seule ville de Bangui et 100.000 pour l'ensemble du pays.

■ En 2017 1.400 cas d'accidents se sont produits, occasionnant 1.000 décès enregistrés dans le seul Hôpital communautaire de la capitale.

DE L'ANTICIPATION POUR MIEUX RÉPONDRE AUX DEFIS SECURITAIRES



À l'occasion de leur septième conférence annuelle, les commandants de contingents de la Force de la MINUSCA se sont réunis, les 7 et 8 mars 2018 à la base logistique de la Mission, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, du Commandant de la Force, le Général Balla Keita, et de son adjoint, le Général Daniel Sidiki Traoré, ainsi que du Directeur des services d'appui à la Mission, Milan Trojanovic, et du chef de cabinet adjoint de la Mission, Souleymane Thioune.

« Le leadership constitue environ 50% du succès d'une opération militaire ; aussi cette rencontre permettra-t-elle d'être davantage efficaces dans les opérations », a rappelé le Général Keita à l'ouverture de la conférence. En effet, a-t-il souligné, « il ne s'agit pas seulement pour le soldat de faire face au combat, mais il est aussi là pour être offensif. Neutraliser les menaces de violences

avant qu'elles se matérialisent : c'est cela l'enjeu. Il faut avoir un état d'esprit offensif, il faut anticiper. »

Au cours des différentes sessions, les commandants de contingents ont eu pour tâche, d'une part, d'effectuer l'analyse critique de l'engagement de la Force aux côtés des Forces de défense et de sécurité nationales et, d'autre part, de fixer les nouvelles priorités conformément



à l'exécution du nouveau mandat de la MINUSCA fixé par le Conseil de sécurité.

« Nous sommes à 70 ans de l'engagement des Nations Unies pour le maintien de la paix ; et en Centrafrique, le maintien de la paix a été salvateur. Au moment où la Mission a connu tant de pertes de ses soldats, j'ai voulu exprimer à nos troupes toute notre appréciation pour leur sacrifice, leur dévouement, et leur contribution à la cause de la paix en RCA », a fait valoir le Représentant spécial. Il a, par ailleurs, reconnu que « le travail n'est pas achevé [...] notre mission n'est pas encore accomplie et les enjeux demeurent importants surtout en matière de protection des civils. »

La Force de la MINUSCA possède un effectif d'environ 10.389 éléments dont 227 femmes, déployés sur l'ensemble du territoire centrafricain. À l'occasion du renouvellement du mandat de la Mission, le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement de 900 Casques bleus supplémentaires. ■

EN BREF

■ **LE 7 MARS 2018**, la MINUSCA a dénoncé la tentative du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) de mettre en place un système de justice parallèle à Kaga Bandoro. Jugeant cette initiative inacceptable et contraire à la Constitution du pays qui fait de la République centrafricaine un Etat laïc, la Mission a réitéré son engagement à appuyer les autorités centrafricaines en vue du déploiement des magistrats dans toutes les préfectures afin qu'ils y exercent leurs fonctions de manière indépendante, impartiale et en toute sécurité.

■ **A BANGASSOU LE 6 MARS 2018**, La MINUSCA a riposté à une attaque contre l'un de ses convois, neutralisant un individu armé alors qu'à Rafai des dispositions étaient en train d'être prises par la Force afin d'y rétablir l'autorité de l'Etat. En raison de la panne du bac, les soldats de la paix éprouvaient quelques difficultés à franchir la rivière Chinko avec leur équipement et prendre position dans Rafai. Le problème a été résolu.

■ **LES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION** dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), menée par la MINUSCA dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré, ont permis de collecter plusieurs armes et munitions. Par ailleurs, 360 enfants associés aux groupes armés parmi lesquels 121 filles ont été aussi enregistrés en vue de leur retrait desdits groupes.

■ **PLUS D'UNE CENTAINE DE MEMBRES** de réseaux communautaires ont été formés et équipés par la MINUSCA à Bangui, Bambari, Dekoa, Kaga Bandoro et Sibut, afin de signaler en toute sécurité et en toute confidentialité les allégations d'exploitation et d'abus sexuels rapportées par des victimes, des témoins ou d'autres membres de la communauté, soit de manière directe, ou par le biais du numéro vert de la Mission, le 4044. ■

UNE « SORTIE PRÉFECTORALE » POUR RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LA MAMBÉRÉ-KADÉI



Activité de proximité, menée dans le but de restaurer l'autorité de l'État dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi et principalement les zones où celui-ci est moins présent, « la sortie préfectorale » est une initiative l'équipe préfectorale, les leaders communautaires et élus locaux de la Mambere-Kadei. Appuyée par la MINUSCA, elle consiste en une série de visites aux populations en vue d'échanger plus régulièrement sur les défis du moment.

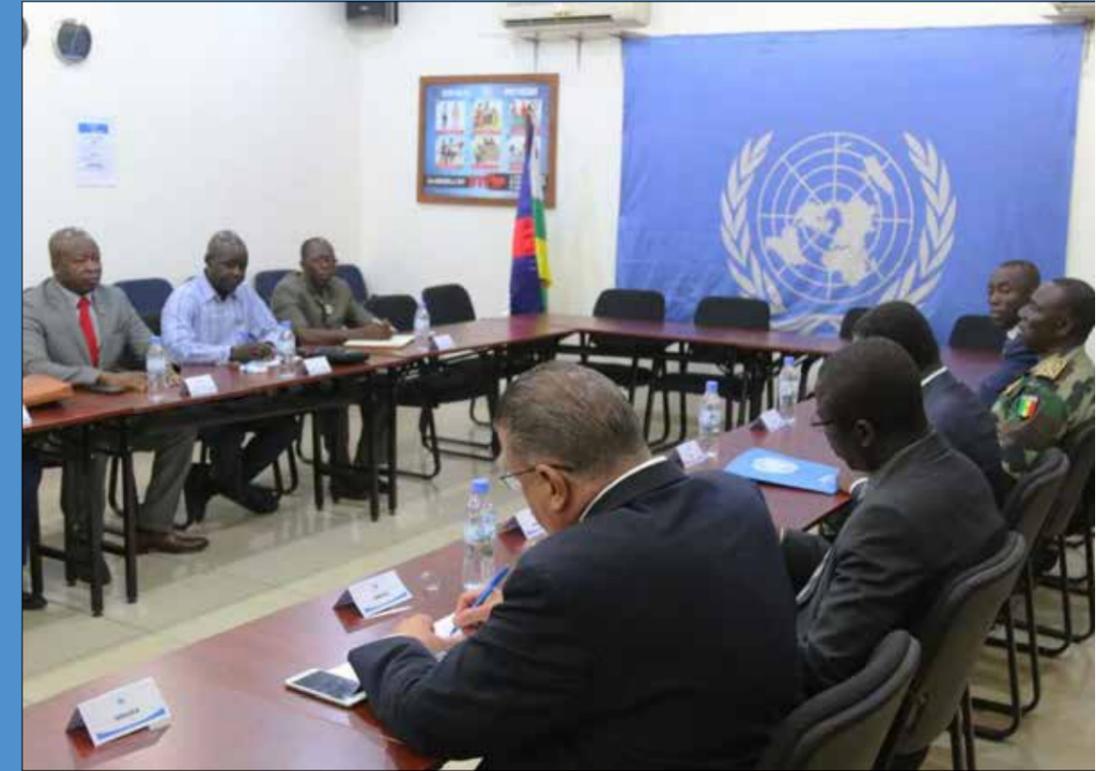
Conduite, les 4 au 5 mars

2018, par le préfet de la Mambéré-Kadei, Philomène Dounda, la toute première mission a été lancée dans les localités de Gamboula et Dilapoko. Cette descente a permis d'évaluer la situation sécuritaire des dites zones ; toucher du doigt les problèmes liés à la transhumance et les vols de bétails ; échanger avec le groupe des peulhs armés et des ex-anti balaka ; et rencontrer les personnes déplacées du fait des récents violences à Dilapoko, Noufou et Nao.

La sortie préfectorale a aussi été l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de finition du bâtiment de la mairie de Gamboula et la réhabilitation de neuf ponts sur l'axe Gamboula - Dilapoko, des infrastructures réalisées dans le cadre des projets à impacts rapides de la MINUSCA. Des sessions de sensibilisations à la préservation de la paix ont également été tenues à toutes les escal

Aux termes de ces deux jours de contact direct le préfet Dounda s'est dite « très satisfaite d'avoir rencontré les populations des zones enclavées, écouté leurs problèmes et parlé avec les deux groupes impliqués dans les actions impactant négativement la sécurité. » ■

CEINTURER BANGASSOU POUR MIEUX LA SÉCURISER



Le regain de violence armée à Bangassou (Sud-Est) et ses alentours du pays a été au centre d'une importante rencontre, le 12 mars 2018, entre le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, et un groupe de parlementaires des régions du Mbomou et Haut-Mbomou (Sud-Est).

Lors des discussions, « le Représentant spécial nous a garanti que Bangassou est et sera protégée. Comme à Bambari, où la MINUSCA avait tracé une ligne rouge qu'il ne fallait pas traverser, la Mission a également tracé autour de Bangassou une ligne similaire que personne ne pourra plus franchir pour attaquer la ville », a révélé le député de Bangassou 1, Serge Singha Bengba, au nom de ses pairs, au sortir des échanges qui se sont déroulés à huis-clos.

Les députés ont, entre autres préoccupations, soulevé la question du redéploiement des Forces armées centrafricaines (FACA) dans leurs préfectures, conjointe-

ment avec la Force de la MINUSCA en poste dans la zone depuis quatre ans. « Nous nous sommes rendus compte que toutes nos préoccupations ont été prises en compte par la MINUSCA qui nous a aussi garanti que, très prochainement, avec le concours du gouvernement, des FACA seront déployées aux côtés des Casques bleus », qui contribuera à rassurer la population, a fait savoir le porte-parole des parlementaires.

Le Commandant de la Force, le Général Balla Keita, a, pour sa part, indiqué que « nous prenons tout au sérieux, et nous faisons notre possible pour gérer les problèmes à leur dimension réelle. » C'est la raison pour laquelle « nous allons déployer des troupes nécessaires, en liaison avec les autorités centrafricaines. Les FACA sont en train de se préparer pour nous accompagner comme ils l'ont fait sur d'autres théâtres d'opérations comme Bocaranga ou encore Paoua », a confirmé le chef de la Force de la MINUSCA qui était aux côtés du chef de la Mission. ■

DU PARTAGE DES INFORMATIONS POUR RAMENER LA PAIX DANS LE SUD-EST



La situation sécuritaire dans le Sud-est de la Centrafrique, notamment dans les préfectures de Mbomou et Haut Mbomou, a été au menu d'échanges, le 12 mars 2018, entre le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, et le Cardinal Dieudonné Nzapalainga puis l'Imam Layama Kobine.

À propos de cette région du pays où sont quasi quotidiennement perpétrés attaques criminelles et braquages souvent sur fond d'affrontements entre communautés, le Cardinal Nzapalainga a évoqué de la « nécessité de partage d'informations avec la MINUSCA qui a pour vocation d'aider à assurer la protection des personnes et des biens, au regard de la situation dans le Sud-est du pays. » Il s'est dit préoccupé par la situation de Bangassou et de Rafai, annonçant sa prochaine visite sur place pour rencontrer « les communautés, les responsables locaux et les jeunes qui portent des armes » afin de participer à l'œuvre de « désarmement des cœurs. »

Parfait Onanga-Anyanga a, pour sa part, rassuré son

interlocuteur sur le fait que « la MINUSCA reste présente dans la préfecture du Mbomou », se félicitant, par ailleurs, de la prochaine visite du Cardinal. « L'effort pour la paix doit se poursuivre [...] les moyens militaires ne seront jamais suffisants [...] il faut aller semer dans les cœurs les graines de la paix et c'est à ce titre que je me concerte avec le Cardinal pour voir comment mutualiser les efforts », a indiqué le chef de la MINUSCA au sortir de ce tête-à-tête.

Une nécessité de mutualisation des efforts également soulignée par l'Imam Layama Kobine, à l'issue de sa rencontre avec le Représentant spécial. Se réjouissant de la disponibilité de la MINUSCA à « aider à trouver des solutions dans ces zones où renaissent les conflits », le chef de la communauté musulmane a salué l'engagement du Représentant spécial à faire en sorte « que les fils et les filles de Centrafrique se parlent et arrêtent de s'entretuer. » À son tour, l'Imam Kobine a promis de s'y rendre, au besoin, avec le Représentant spécial, afin de parler à « nos fils et leur dire restons ensemble, vivons ensemble ! ». ■

MIEUX FAIRE COMPRENDRE L'ACTION DE LA MINUSCA AUX AUTORITES DE L'OUHAM



Dans le but d'encourager les forces vives à collaborer davantage avec la MINUSCA en leur permettant de mieux comprendre le nouveau mandat de la Mission, une session d'explication et d'échanges s'est tenue le 9 Mars 2018 à Bossangoa, à l'intention des autorités locales, de la société civile, des directeurs régionaux et des chefs des services préfectoraux nouvellement affectés dans la région.

Lors de cette rencontre présidée par le préfet de l'Ouham, Marcel Guéla, le chef du bureau de la MINUSCA à Bossangoa, Bara Dieng, a tenu à préciser que la MINUSCA est « une mission de maintien de la paix et non d'imposition de la paix ». Il a, par la suite, expliqué dans le détail le mandat de la Mission, notamment en ses volets protection des civils, restauration de l'auto-

rité de l'État, appui au processus politique, Droits de l'Homme et DDRR, tout en rappelant la responsabilité du gouvernement centrafricain dans la mise en œuvre de ces différentes tâches.

Les riches échanges qui ont suivi cet exposé ont permis aux représentants des populations de trouver des réponses à leurs préoccupations concernant la sécurité, le retour de l'autorité de l'État à travers le redéploiement et l'appui à l'installation aux fonctionnaires, l'impunité, le désarmement.

Au terme de la rencontre, les participants ont salué cette initiative qui leur a permis d'avoir « une meilleure compréhension du travail de la MINUSCA et de ce qu'elle peut faire ou ne peut pas faire », afin de dissiper toute incompréhension. Ils ont également promis relayer les informations reçues à leurs concitoyens. ■

INTERVIEW

« DANS UNE SITUATION AUSSI DIFFICILE QU'A BANGASSOU ET RAFAI, IL FAUT ÉVITER LES MANIPULATIONS », SELON LE COMMANDANT DE LA FORCE

Dans une interview accordée à Guira FM, le 12 mars 2018, le commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, a fait le point de la situation sécuritaire qui prévaut dans le Sud-Est de la Centrafrique, notamment dans les préfectures de Mbomou et Haut-Mbomou (Sud-est) qui sont en proie à un regain de violence. Il a également abordé le départ annoncé des Casques bleus gabonais de la Mission, précisant le caractère volontaire que revêt la participation des pays au maintien de la paix de l'ONU.

Depuis un certain temps, beaucoup de rumeurs circulent sur la situation sécuritaire à Rafai, faisant état d'attaques ou de prises de cette ville... que peut dire la MINUSCA à propos de la situation qui prévaut dans cette localité ?

Le pays est dans une situation sécuritaire difficile. Pendant que l'on admet qu'il y a des problèmes, il ne faut pas qu'il y ait, dans le même temps, des manipulations. Il y a effectivement eu des violences à Rafai, mais l'on ne peut pas dire que « Rafai est tombée », comme on a pu le lire ou l'entendre çà et là. En fait, notre base opérationnelle temporaire est située à Agoumar, et non à Rafai. Entre ces deux localités, il y a un fleuve. L'opérateur du bac n'étant plus à Rafai, il a fallu hélicopter des éléments du génie afin qu'ils ramènent le bac de Rafai pour permettre aux troupes de traverser le fleuve et contrôler la situation à Rafai. Mais la situation est tout à fait maîtrisée au niveau de cette localité. Il s'agissait d'éléments qui étaient venus pour des raisons que l'on ignore pour l'instant et qui sont entrés en confrontation avec les groupes d'autodéfense qui étaient sur place. Ces éléments sont partis depuis lors. La situation est sous contrôle. Personne n'a pris Rafai. Les populations qui ont quitté la ville peuvent y retourner tranquillement.

Nous avons donné une mission supplémentaire à nos troupes, à savoir être beaucoup plus vigilantes par rapport à toute action qui partirait de l'Est en direction de Bangassou.

Au fait, que se passe-t-il exactement à Bangassou ?

Cela fait plus d'un an qu'une situation difficile a été créée à Bangassou, aussi bien pour la MINUSCA (rappelez-vous que nous y avons perdu plus de 12 casques bleus), que pour les humanitaires, les populations civiles et même les autorités locales. Il y a un problème avec ces éléments dénommés « groupes d'autodéfense » au niveau de Bangassou. Il faut qu'on

ait l'honnêteté de comprendre cela et de travailler avec l'ensemble des autorités centrafricaines pour régler ce problème.

L'impression que l'on a, en effet, est que la situation à Rafai a eu une conséquence négative sur la performance de la Mission à Bangassou : les populations se soulèvent, il y a un mécontentement général... Pouvez-vous nous éclairer sur l'action des Casques bleus pour répondre aux attentes des populations ?

Il ne faut pas, dans une situation qui est déjà compliquée, que l'on s'adonne de la manipulation de l'opinion pour des intentions inavouées. Cela fait un an qu'il y a un problème à Bangassou. Cela n'a rien à avoir avec Rafai. Lorsque les tueries de Yongo-fongo ont été perpétrées, Rafai était tranquille. Il ne faut pas faire de propagande. A Bangassou, il y a des gens qui veulent à tout prix tuer sur une base ethnique ou religieuse. Et cela est un crime contre l'humanité. La communauté internationale a dit que le nettoyage ethnique ou religieux est un crime. On ne l'a accepté nulle part dans le monde, on ne le fera pas ici parce que c'est contraire aux règles humanitaires. Il faut qu'on trouve la solution dans un monde civilisé où l'on règle les problèmes sans s'entretuer. Maintenant ceux qui veulent tuer coûte que coûte, il faut qu'ils soient neutralisés. Nous allons déployer des troupes nécessaires, en liaison avec les autorités centrafricaines. Les FACA sont en train de se préparer pour nous accompagner comme ils l'ont fait sur d'autres théâtres d'opérations comme Bocaranga ou encore Paoua. Nous irons ensemble en progressant



pour que revienne la vie normale qui existait avant le conflit à Bangassou.

Au moment où surviennent ces différentes crises en RCA, l'on apprend que le Gabon veut retirer ses troupes de la MINUSCA. Quel commentaire en faites-vous ?

Cela complique, certes, la situation, mais comme vous le savez, il en est toujours ainsi dans toute activité humaine : il y a des hauts et des bas. Nous sommes organisés en tant que communauté internationale pour intégrer toutes ces dimensions. Le Gabon a pris une décision murie et légitime. Personne ne les a forcés à venir, aussi, personne ne peut les forcer à rester. Selon les raisons qu'ils ont données, ils ont fait comprendre qu'ils ont mouillé le maillot suffisamment et que maintenant, quelqu'un d'autre devrait peut-être venir les remplacer. Nous allons travailler avec les autorités gabonaises pour que ce retrait se fasse sans pour autant impacter le travail que nous sommes en train de faire sur le terrain. Ce, notamment, en attendant que leurs troupes soient remplacées par un autre pays et qu'ils repartent tranquillement chez eux. Cela ne nous effraie pas, parce qu'il y a toujours des difficultés pour lesquelles il faut simplement que nous nous organisions.

Justement, la MINUSCA attend des troupes additionnelles...

Exactement, nous attendons des troupes additionnelles. Comme vous le savez, le maintien de la paix n'est pas chose facile. Les pays se décident à venir aider. Ce ne sont pas des mercenaires, car on ne les paie pas. Ils apportent leur aide à leur rythme et on ne peut pas leur imposer des choses. Il faut qu'on le comprenne. Les autorités à New-York sont en train de tout faire pour que ces troupes puissent venir très rapidement, ce qui va nous permettre de stabiliser les situations de crise qui se développent dans certaines parties de la Centrafrique. Parce que, qu'on le veuille ou non, il va falloir avoir du monde. L'on ne peut faire de la sécurisation sans troupes. Nous avons essayé de faire notre maximum, et nous avons atteint notre limite. Le Conseil de sécurité de l'ONU a accepté ce fait, et décidé de nous renforcer. Nous attendons donc ces renforts pour que nous puissions faire ce que nous avons planifié. Je pense que cela ne devrait plus tarder.



PAGE SPÉCIALE



LES CENTRAFRICAINES HEUREUSES DE L'ENGAGEMENT GOUVERNEMENTAL EN FAVEUR DE LA PROMOTION FÉMININE

Au rythme de chants, de sifflets, de danses, elles sont venues de tous les horizons de Bangui. Membres de diverses organisations et groupements de femmes, elles ont voulu commémorer, le 8 mars 2018, par une marche, la journée dédiée à la femme pour la défense de ses droits. Réunies d'abord au rond-point Barthélémy Boganda, dans le 1^{er} arrondissement de Bangui, dès les premières heures de la journée, les femmes, vêtues de T-shirts et de pagnes spécialement conçus à cet effet, se sont ensuite ébranlées en un cortège unique vers le Palais de la Renaissance.

Parvenues aux portes du Palais présidentiel où les attendaient, en personne, le Chef de l'État, Faustin-Archange Touadéra, entouré de tous les membres de son gouvernement et du Maire de Bangui, les femmes ont lu puis remis un mémorandum au Président de la République. Le remerciant « pour la création d'un ministère à part entière dédié à la femme », les femmes se sont, par ailleurs, félicitées du vote et de la promulgation de la loi sur la parité qui, de leur point de vue, a contribué à « réduire les inégalités entre hommes et femmes et à favoriser l'activisme qui transforme la vie des femmes. »

En évoquant la contribution des femmes au relèvement de la Centrafrique, la présidente de l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Marguerite Ramadan, s'est réjouie de l'engagement du gouvernement en faveur de la promotion féminine, citant le Président Touadéra qui disait naguère que « personne ne doit rester derrière » dans la contribution collective à l'œuvre de redressement du pays.

Le mémorandum des femmes a mis en relief quelques défis, dont la persistance de l'insécurité dans certaines régions du pays, la pauvreté croissante et plus encore celle des femmes, l'analphabétisme qui « nourrit cette pauvreté », l'absence de protection sociale et la faible représentativité des femmes dans les institutions républicaines. Sur ce dernier point, les femmes ont exprimé leur désir de « contribuer à trouver des réponses à l'ensemble de ces défis » et à être plus écoutées sur les questions cruciales qui relèvent du devenir de la Centrafrique.

En réponse, le Chef de l'État a promis une prise en compte de ces doléances par le gouvernement, indiquant : « le relèvement du pays est entre vos mains [...] quand les femmes se tiennent debout, le pays avance ! [...] Les femmes sont des vecteurs de développement et de paix ; ne vous découragez pas ! » a-t-il en lancé à leur adresse en guise d'exhortation.



CÉLÉBRATIONS DANS LES PROVINCES

À l'instar de la capitale Bangui, les provinces de Centrafrique ont aussi vibré au rythme des festivités marquant Journée internationale de la Femme (JIF 2018). Retour sur un événement riche en activités.

KAGA-BANDORO : POUR UNE PLUS GRANDE IMPLICATION DANS LE PROCESSUS DE PAIX

Très tôt le matin, plus de 700 femmes se sont retrouvées au carrefour du grand marché de la ville pour démarrer la journée avec une marche qui les a menées jusqu'au stade municipal de la ville où elles ont remis un mémorandum au sous-préfet, dans lequel elles recommandent aux autorités nationales et locales, entre autres, que des mesures concrètes soient prises pour leur valorisation, leur implication dans le processus de paix et dans toutes les instances de prise de décision, ainsi que l'application de la loi instituant la parité entre les hommes et les femmes en RCA. Deuxième temps fort de la journée, l'atelier de réflexion sur les inégalités et discriminations envers les femmes, ainsi que les moyens de lutte contre ces injustices, organisé par la MINUSCA en partenariat avec l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA). Les échanges ont été l'occasion d'instituer des groupes de travail pour la mise en place de forums de discussion sur les thématiques « participation des femmes au processus de paix et à la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble ; développement économique et social en général ; et autonomisation des femmes et renforcement de leurs capacités et pouvoir. »



BRIA : METTRE UN TERME AU CALVAIRE DES FEMMES DÉPLACÉES

À Bria, près de 60% des femmes vivent sur le site des personnes déplacées internes dans des conditions précaires. La JIF 2018 était l'occasion pour les autorités administratives et locales, la MINUSCA, les ONG nationales et internationales et des représen-

tants des agences du système des Nations Unies de réitérer leur solidarité et leur engagement à mettre un terme à leur calvaire. À l'issue de la marche qui les a conduites de la place de l'hôpital à la mairie de la ville, la représentante de l'association des femmes juristes de Centrafrique, Carine Poutou, a plaidé pour la scolarisation des filles : « en scolarisant la jeune fille l'on favorise l'autonomisation des femmes de Bria » a-t-elle dit. Un message soutenu par la MINUSCA qui a organisé, le 9 mars 2018, une session de sensibilisation sur le thème « le rôle des filles scolarisées dans le processus de relèvement économique de la Haute Kotto ». Cent filles du lycée Djalle et du collège Sainte Marie de Bria ont participé à cette rencontre au cours de laquelle elles ont été instruites sur leurs droits en général et en temps de conflit.



BOUAR : LES FEMMES ESPOIR DE RÉCONCILIATION NATIONALE

De l'animation culturelle et une exposition-vente au cours de laquelle les femmes ont pu proposer des produits artisanaux et agricoles, ont été les premières articulations de la célébration de la JIF 2018 à Bouar, en plus de la traditionnelle marche qui a réuni plus de 600 femmes, le 8 mars 2018. Dans l'après-midi, un match de football a opposé une équipe féminine venue de la sous-préfecture de Baboua à une équipe des femmes de Bouar. Le chef de bureau par intérim de la MINUSCA, John Godonou Ndossou, a, quant à lui, profite de l'occasion pour faire un plaidoyer auprès du gouvernement, expliquant que la participation de la femme au processus de développement s'impose comme le moyen d'améliorer durablement les conditions de vie de la population centrafricaine. « Donner des moyens d'action aux femmes et aux filles est le

meilleur espoir d'accéder à un développement durable après un conflit. Elles sont le moteur idéal de la croissance économique, le meilleur espoir de réconciliation nationale et du retour de la Paix en RCA », a-t-il dit.



BAMBARI : INTÉGRER LES FEMMES AUX SPHÈRES DÉCISIONNELLES LOCALES

« Bambari ville émergente avec les femmes », c'est avec ce slogan aux lèvres et sur les banderoles que les femmes de Bambari ont célébré la journée internationale consacrée à la défense de leurs droits. Plus de 3000 femmes, toutes communautés confondues, ont arpenté la principale artère de la ville pour manifester leur joie, mais également plaider pour une plus grande prise en compte de leurs besoins que les femmes de Bambari ont recommandé, dans leur adresse aux autorités centrafricaine et à la MINUSCA, une plus grande participation de leurs représentantes dans les instances locales de décision. Cette recommandation de même que celles relatives au renforcement des capacités en entrepreneuriat et la création d'une maison de la femme font partie des sujets qui avaient déjà été abordées, le 07 mars 2018, lors d'un atelier organisé à Bambari en prélude à la JIF 2018. Les activités relatives à la Journée Internationale de la Femme se poursuivront dans la Ouaka avec une session de sensibilisation des femmes sur la loi sur la parité et une opération de salubrité publique dans la sous-préfecture de Bakala.



NDÉLÉ: REVISITER 2017 POUR PLANIFIER 2018

Dans le cadre des activités relatives à la JIF 2018, cinquante femmes responsables d'associations de femmes de Ndélé ont entrepris, au cours d'un atelier tenu ce 9 mars 2018, d'évaluer les actions menées en 2017 et puis de procéder à la planification des actions qui accorderont plus d'autonomie à la femme cette année. « Sur les 30 Chefs de quartiers de Ndele par exemple, nous n'avions qu'une seule femme. Suite à notre plaidoyer, 2 nouvelles femmes ont été nommées cheffes de quartier en 2017 », a fait remarquer la présidente locale de l'OFCA, Élise Vroho. Au cours de la même année, les femmes ont également organisé une campagne de sensibilisation contre les violences faites à la femme à travers un programme radio et des sensibilisations sur terrain qui ont atteint au moins 10.000 personnes. En 2018, les femmes de Ndélé ont résolu d'apporter une réponse concrète à l'enclavement de la préfecture de Bamingui-Bangoran, laquelle ne donne pas beaucoup d'alternatives en termes d'approvisionnement depuis l'extérieur. En effet, l'accès par voie routière n'est possible que pendant la saison sèche de décembre à mai à cause de la dégradation des routes. « Nous allons nous cotiser et acheter en gros des produits de consommation auprès des grossistes, les entreposer et les vendre à un prix raisonnable pour contrecarrer les abus occasionnés par la saison sèche », ont-elles décidé.



BOSSANGOA : S'INVESTIR DAVANTAGE DANS LES DÉFIS SÉCURITAIRES

Les femmes de toutes les couches socio-professionnelles issues des différents quartiers de la ville de Bossangoa ont célébré à l'unisson, le 8 mars 2017, la JIF 2018 qui a été marquée par une marche pour la paix et la cohésion sociale, une remise d'un memorandum des femmes aux autorités locales et à la MINUSCA et un match de football féminin en vue de promouvoir la fraternité et le vivre ensemble. « Nous recommandons au gouvernement l'application effective des textes de loi en faveur des femmes, la création des centres d'alphabétisation afin que les femmes puissent avoir une instruction de base [...]

», a-t-elle déclaré. Le chef de bureau de la MINUSCA à Bossangoa, Bara Dieng, a partagé avec public venu nombreux, le message du secrétaire général des Nations Unies avant de réitérer l'engagement de la mission à soutenir les femmes. Par ailleurs, il a vivement exhorté les femmes à s'investir davantage dans les défis liés à la sécurité, la paix, la cohésion sociale et au développement de la préfecture de l'Ouham. Il est à préciser que la journée internationale de la femme à Bossangoa qui a débuté, le 7 mars 2017, par un atelier de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'autonomisation de la femme, a été également marquée dans une ambiance fraternelle et conviviale par des sketches, des danses traditionnelles savamment exécutés par les femmes.



BERBERATI : POUR LA PARITÉ ET L'AUTONOMISATION DE LA FEMME RURALE

« Si la femme n'est pas épanouie avec une autonomisation financière, il est difficile pour le pays de se développer et avoir une paix durable. Aussi, faut-il aider les femmes dans leurs luttes contre les violences sexuelles

et les violences basées sur le genre. La lutte pour une meilleure prise en charge des femmes pour la santé de la reproduction et le VIH sont des préoccupations qui doivent nous interpeller tous. C'est pourquoi, j'en appelle aux bailleurs, aux organisations internationales pour s'impliquer davantage pour atténuer la souffrance des femmes dans ces combats primordiales pour les femmes et l'humanité. » C'est le plaidoyer effectué par le préfet de la Mambere-Kadei, Philomène Dounda, à l'occasion de la célébration de la JIF 2018 à Berberati. Elle a, par ailleurs, appelé aux décideurs de faire du concept 50/50 une réalité pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. « Nous remercions le gouvernement pour la Loi sur la parité. Nous sommes confiantes que son application progressive sera une réalité d'ici les échéances annoncées », a fait savoir le préfet. Rappelons qu'une marche pour la paix a précédé la cérémonie officielle. La veille, les femmes ont été informées sur le contenu de la Loi sur la Parité et 100 femmes ont été formées sur le leadership féminin par la MINUSCA et les autorités locales. Les activités sportives et culturelles ont mis fin aux festivités.



MINUSCA FOCUS
Mensuel d'information et d'explorations thématiques

Disponible en version imprimée et sur notre site web



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>